

Questions orales

mement, celui qui va me succéder sera premier ministre du Canada, *but you, my friend, never will be!*

* * *

• (1500)

LES PROPOSITIONS D'UNION ÉCONOMIQUE

M. Gaby Larrivée (Joliette): Monsieur le Président, ma question s'adresse à mon honorable collègue, le ministre du Revenu national. Selon un article publié dans le *Journal de Montréal*, daté du 4 octobre dernier, le critique financier du Parti québécois déclarait, et je cite: «M. Otto Jelinek vient de révéler la vraie nature des propositions fédérales en déclarant que jamais l'Ontario n'aurait accru son déficit de 300 p. 100 si l'union économique avait été en vigueur.» Comment, monsieur le Président, le ministre peut-il expliquer cette déclaration quand le ministre des Relations fédérales-provinciales dit que les nouvelles propositions d'union économique n'auront aucun effet sur les politiques budgétaires des provinces?

[Traduction]

L'hon. Otto Jelinek (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, je pense que cette interprétation résulte du titre trompeur paru la semaine dernière dans le journal *Le Devoir*, qui ne reflétait pas ce que j'ai dit à l'Institut canadien des comptables agréés et, d'ailleurs, le corps de l'article ne confirmait pas le titre.

Pour clarifier la situation, je vais vous lire la transcription de ce que j'ai dit, et je cite: «La proposition d'union économique n'empiète en aucune manière sur la compétence provinciale, que ce soit dans le domaine budgétaire ou autre. Elle n'empiète sur le processus de personne.»

C'est ce que j'ai dit la semaine dernière, c'est ce que je dis aujourd'hui et c'est ce que je dirai demain.

* * *

LES MINES

M. Cid Samson (Timmins—Chapleau): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

L'industrie minière est en grande difficulté dans le Nord de l'Ontario. L'année dernière, cette industrie a perdu un millier d'emplois dans la seule région de Timmins. Tous les deux jours, ou du moins une fois par semaine, nous apprenons qu'une mine fait des compressions budgétaires ou ferme ses portes.

La question que je pose au ministre est la suivante: «Le ministre peut-il nous dire ce qu'il compte faire pour venir en aide à cette industrie?»

L'hon. Jake Epp (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, la question du député est des plus pertinentes et a été abordée par les ministres intéressés, tant sur le plan provincial que fédéral. Les ministres des Mines ont tenu récemment à Halifax une réunion à laquelle ont été invités des représentants de l'industrie, y compris des prospecteurs et des promoteurs.

Certains d'entre eux ont proposé qu'on offre de nouveaux incitatifs en particulier aux petites sociétés minières. La plupart de ceux qui nous donnent des conseils savent que ce n'est pas la voie à suivre, et je suis d'accord avec eux.

Dans le domaine des mines, il ne fait pas de doute que la question de la compétitivité est en train de s'imposer. Quant à la modernisation, il semble qu'il en soit ainsi également. En témoignent Sudbury et Thompson, pour ne citer que ces deux cas.

Heureusement, nous espérons conclure rapidement avec l'Ontario une entente d'aide pour la défense mutuelle qui nous permettra non seulement d'appliquer de nouvelles techniques, mais aussi de trouver des réserves additionnelles grâce à ces mêmes techniques.

* * *

LES ACIERS ALGOMA

M. Steve Butland (Sault Ste. Marie): Monsieur le Président, je constate que le gouvernement est au moins conséquent. Je réponds par la négative.

Ma question s'adresse par votre intermédiaire, monsieur le Président, au ministre d'État à la Privatisation. Lundi, le ministre a affirmé qu'il était bel et bien recommandé d'offrir aux Aciers Algoma le secours proposé par le service des finances. Or, selon un haut fonctionnaire du ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, la décision finale proposée par son ministère et l'affirmation du ministre ne concordent pas.

Qui peut nous donner la réponse finale? Quelle est-elle? Y aura-t-il, oui ou non, des crédits d'impôt?

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Monsieur le Président, nous avons établi des critères pour les projets de participation des employés. Les critères existent donc, et la province de l'Ontario les connaît très bien.

La société Algoma ne répond pas à tous les critères, et c'est pourquoi le projet l'intéressant n'a pas été approuvé. Les critères sont établis en vue de certains projets d'actionnariat des employés. J'ai fait parvenir au député une liste des critères et je suis persuadé qu'il y voit clair.